

## Les banques face à la crise, au service du financement de l'économie

Réunion du Comité des Banques de Bretagne

FRÉDÉRIC VISNOVSKY MÉDIATEUR NATIONAL DU CRÉDIT SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DE L' ACPR



# Les banques face à la crise, au service du financement de l'économie

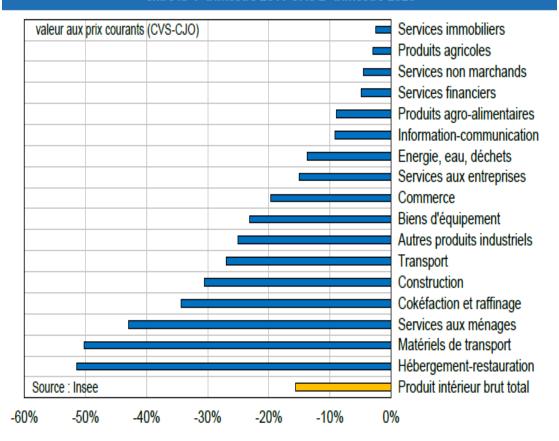
- 1. La crise du Covid : un choc majeur sur l'économie réelle
- 2. La crise du COVID : un choc majeur mais gérable
- 3. Des banques solides pour affronter la crise
- 4. Quelques enjeux « post crise »





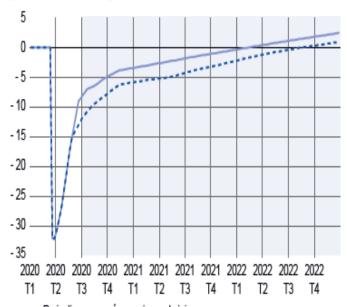
# 1 - La crise du Covid : un choc majeur sur l'économie réelle (1/4) Tous les secteurs économiques durement affectés

#### Graphique 4 : Evolution de la valeur ajoutée par branche entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2019 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2020



## Graphique 1 : Niveau du PIB réel en France : une reprise en « aile d'oiseau »





- - Projections macroéconomiques de juin
- Projections macroéconomiques de septembre

Source: Insee, Banque de France.

Source: Insee

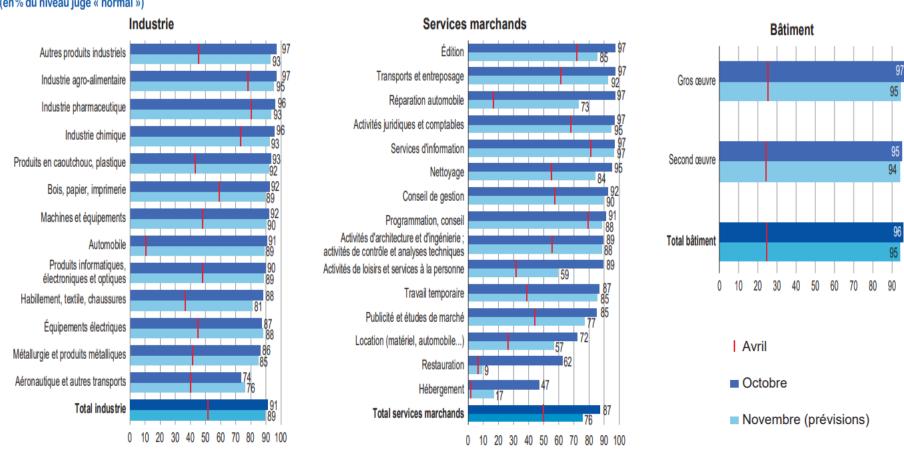




## 1 - La crise du Covid : un choc majeur sur l'économie réelle (2/4) Une reprise forte mais hétérogène avant le second confinement

#### Jugement des entreprises sur leur niveau d'activité en octobre et prévisions sur novembre

(en% du niveau jugé « normal »)



Source : Banque de France - Point sur la conjoncture française à fin octobre 2020





## 1 - La crise du Covid : un choc majeur sur l'économie réelle (3/4) Un nouveau coup d'arrêt avec le second confinement

#### Impact de la crise de Covid-19 sur la valeur ajoutée par branche au mois d'octobre

(en pourcentage)

Branche d'activité		Perte d'activité en avril	Perte d'activité en septembre	Perte d'activité en octobre	Perte d'activité en novembre
Agriculture et industrie	15	- 31	- 4	- 4	- 5
Agriculture et industrie agroalimentaire	4	- 10	0	1	0
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	3	- 21	- 4	- 4	- 5
Industrie manufacturière hors alimentaire et cokéfaction-raffinage	9	- 44	- 6	- 5	- 7
Construction	6	- 65	- 7	- 6	- 8
Services marchands	57	- 27	- 4	- 5	- 17
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	18	- 46	- 8	- 9	- 40
Services financiers et immobiliers	17	- 5	0	0	- 1
Autres services marchands	22	- 30	- 5	- 6	- 12
Services non marchands	22	- 30	0	0	- 5
Total PIB	100	- 31	- 3,5	- 4	- 12

Source : Banque de France - Point sur la conjoncture française à fin octobre 2020





## 1 - La crise du Covid : un choc majeur sur l'économie réelle (4/4) La nécessité d'une triple réponse

Un choc sans précédent pour le compte d'exploitation des entreprises. Selon les secteurs, le choc se matérialise par une difficulté à maintenir le niveau de production normal en raison d'une combinaison de

- (1) fermetures administratives,
- (2) baisse de la productivité
- et (3) chute de la demande.

La chute du chiffre d'affaires, combinée à l'existence de coûts fixes, se répercute sur la trésorerie et sur le résultat des entreprises.

#### Une réponse massive de politique monétaire

- S'assurer que les banques soient en mesure de financer les entreprises
- Soulager les coûts (activité partielle, fonds de solidarité)
- Soulager la trésorerie (reports de charges, Prêts Garantis par l'État)





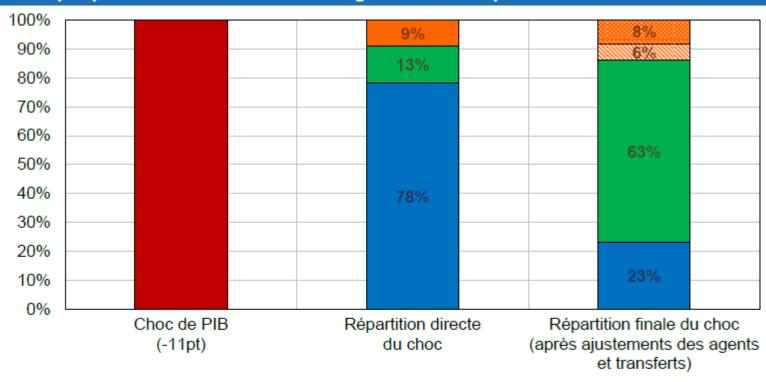
## 2 - La crise du Covid : un choc majeur mais gérable (1/6) Un soutien massif par l'État

Les mesures	Les plans de soutien se	ctoriels		Écologie	RANCE PER AND	Plan de relance
Report de charges	Plan en faveur du	Mesures de soutien	Plan de soutien au	Rénovation énergétique	Densification et renouvellement urbain	Décarbonation de l'industrie
fiscales et sociales	commerce de proximité, de l'artisanat et des	au secteur du livre	au secteur du livre secteur du bâtiment et travaux publics	Économie circulaire et circuits courts	Transition agricole	Infrastructures et mobilités vertes
Fonds de solidarité	indépendants			Technologies vertes		
				Compétitivi	té	
Dispositifs d'activité partielle				Fiscalité des entreprises	Financement des entreprises	Souveraineté technologique
pui ticiic	Plan de soutien à l'aéronautique	Plan de soutien aux entreprises	Plan de soutien au secteur automobile	Maitrise et diffusion du numérique		
	racionadique	technologiques	Scotcul dutomobile	Cohésion		
Prêt Garanti par l'État (PGE)		comologiques		Ségur de la santé	Jeunes	Sauvegarde de l'emploi
Aide au paiement des loyers		Plan de soutien au				
And du pulcificité des loyers		secteur du tourisme		Soutien aux personnes précaires	Territoires	



# 2 - La crise du Covid : un choc majeur mais gérable (2/6) Un choc largement absorbé par l'État

#### Graphique 5 : Pertes de revenu des agents économiques liées à la crise en 2020



- Ménages (et ISBLSM)
- Autres pertes des ménages (et ISBLSM)
- ☑ Pertes des ménages liées aux revenus de la propriété (dividendes)
- Admnistrations publiques
- Entreprises

Source : Rapport économique et financier, annexe au projet de loi de finances 2021





## 2 - La crise du Covid : un choc majeur mais gérable (3/6) Un soutien apporté à la trésorerie des entreprises

Dispositifs de soutien	Montants (milliards euros)	Part des TPE-PME	Mesures pour le 2 <sup>ème</sup> confinement	2
Activité partielle	22	59 %	Activité partielle	3
Report de charges	27	81 %	Exonération de charges	3
Fonds de solidarité	6	99 %	Fonds de solidarité	11
PGE	125	94 %	Loyers	2
Moratoires	20			

Source : comité de suivi de la mise en œuvre et à l'évaluation des mesures de soutien financier

Le Prêt Garanti	par l'Etat (PGE	) – données au 13	novembre
-----------------	-----------------	-------------------	----------

	Nombre de bénéficiaires		Montants accordés		
Taille	Nombre	Part dans le total	Encours	Part dans le total	
Grandes Entreprises	39	0,01%	15,015	12,07%	
Entreprises de Taille Intermédiaire	1 118	0,18%	14,115	11,35%	
Petites et Moyennes Entreprises	31 275	5,11%	43,337	34,85%	
Très Petites Entreprises	542 491	88,67%	49,655	39,93%	
Autres	36 885	6,03%	2,243	1,80%	
Totaux	611 808	100,00%	124,365	100,00%	

Fableau réalisé sans 6 771 siren invalides ou non reconnus, sans les non-résidents pour un encours de 1,127 milliards d'€



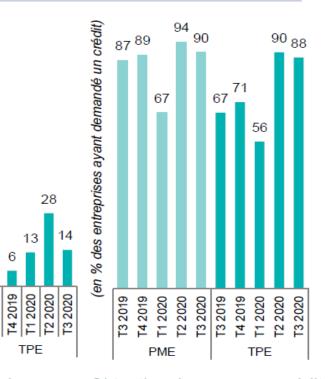


(en % des entreprises)

## 2 - La crise du Covid : un choc majeur mais gérable (4/6) Des conséquences différenciées pour les entreprises et les ménages



#### Demande de crédit



Demande de nouveaux crédits

42

T2 2020 T3 2020 T3 2019

17

PME

T4 2019

Obtention de nouveaux crédits (en totalité ou à plus de 75 %)

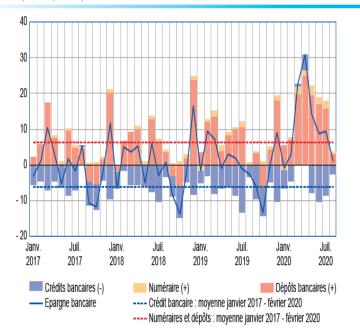
Source : Banque de France - Enquête trimestrielle auprès des Entreprises sur leur accès au crédit en France • 3ème trimestre 2020

#### Ménages

#### Hausse de l'épargne

Graphique 3 : Numéraire, dépôts bancaires, dette bancaire et épargne bancaire des ménages

(variations d'encours, en GEUR, non CVS)

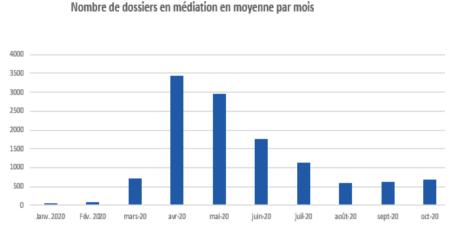


Note : les flux de dettes apparaissent en signe inversé Source : Banque de France.

Source : Banque de France « L'impact de la crise de la Covid-19 sur la situation financière des ménages et des entreprises » – Septembre 2020



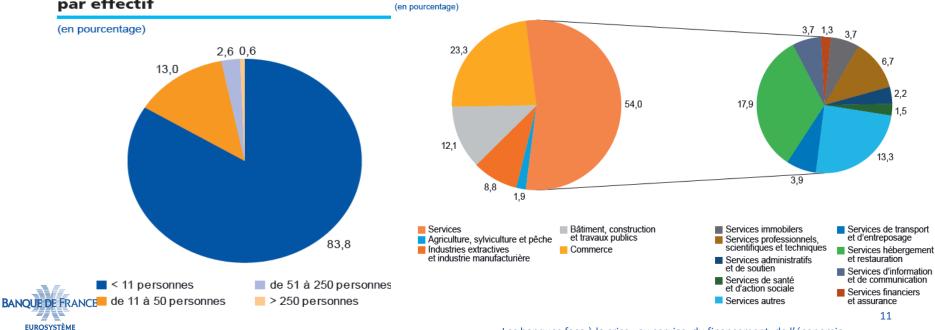
### 2 - La crise du Covid : un choc majeur mais gérable (5/6) La médiation du crédit : un outil parfaitement adapté à cette crise



	Cumul T2 & T3 2020
Nombre de dossiers éligibles	10539
Montant des crédits demandés (millions EUR)	2318
Nombre d'entreprises confortées	5119
Nombre d'emplois préservés	61 157
Taux de médiation réussie (en nombre de dossiers)	51,4%

#### Répartition des dossiers éligibles par effectif

#### Répartition des dossiers éligibles par secteur économique

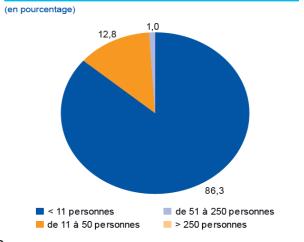




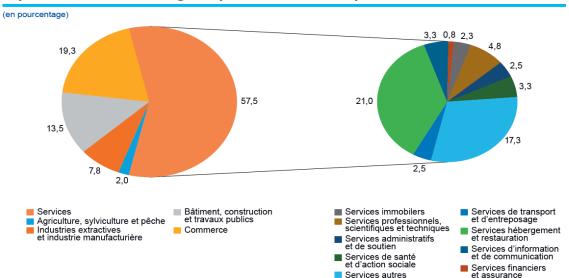
## 2 - La crise du Covid : un choc majeur mais gérable (6/6) La médiation du crédit en Bretagne

	Cumul T2 & T3 2020
Nombre de dossiers éligibles	428
Montant des crédits demandés (millions EUR)	53
Nombre d'entreprises confortées	241
Nombre d'emplois préservés	2356

### Répartition des dossiers éligibles par effectif



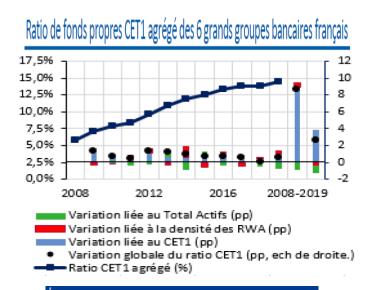
#### Répartition des dossiers éligibles par secteur économique



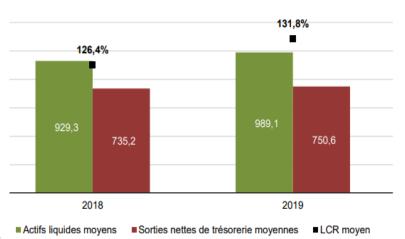




## Des banques solides pour affronter la crise (1/3) Une solvabilité et une liquidité renforcées



### Evolution du LCR moyen des six grands groupes bancaires



Des banques « petites et moyennes » (LSI) entrées dans la crise dans une situation de solvabilité et de liquidité satisfaisante. Cependant, présentaient déjà une rentabilité certaines dáaradáa

14/4010

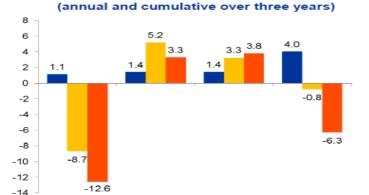
degradee	

_	12/2017	12/2018	12/2019
		Population	
Nombre de LSI	118	115	112
- dont groupes	-	17	16
- dont individuels (stand-alone)	-	64	62
- dont filiales de groupes	-	19	20
- dont succ. de l'UE hors MSU	-	15	14
Total des actifs (GEUR) <sup>3</sup>	502,2	594,1	682,7
- hors LCH SA	164,7	178,1	126,7
	Principa	ux indicateurs	(moyenne)
Ratio CET1	19,9 %	19,6 %	19,8 %
Ratio de fonds propres total	20,4 %	20,1 %	20,5 %
Ratio LCR	163,8 %	231,0 %	>110 %
Coefficient d'exploitation	80,7 %	86,1 %	96 %
Résultat net (MEUR)	11,2	19,7	9,1



# 3 - Des banques solides pour affronter la crise (2/3) Une analyse en vulnérabilité pour tester la résilience







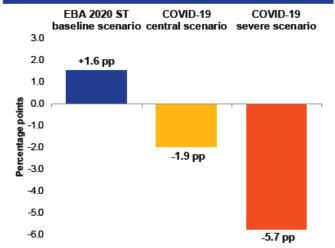
■ EBA 2020 ST baseline = COVID-19 central = COVID-19 severe

2022

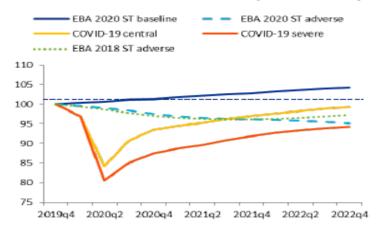
cumulative

2021

2020



#### Real GDP: Euro area level (2019 = 100)



Business model	2019-2022 CET1 ratio (TR) de pletion (weighted average, percentage points)		Number of banks¹	Credi imp (weighted percentag	act² average,	
					Central	Severe
G-SIBs and universal banks	-1.6	-	5.4	20	-2.8	-5.2
Diversified lenders	-2.7		-7.0	31	-3.5	-7.6
Corporate, wholesale and sectoral lenders	-3.6		-6.4	17	-1.7	-3.1
Small domestic and retail lenders	-2.4		-6.2	15	-2.4	-5.3
Total	-1.9		-5.7	86	-2.8	-5.5
		COVID-	19	COVID		

Source: BCE - MSU - COVID-19 Vulnerability Analysis - Results overview - 28 July 2020





# 3 - Des banques solides pour affronter la crise (3/3) Des comptes marqués par l'impact de la crise

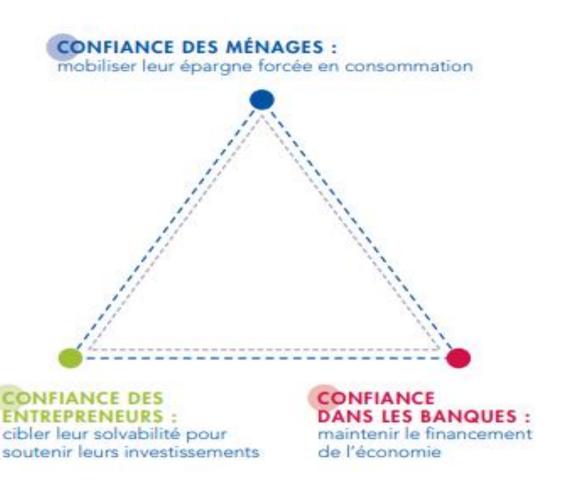
Milliards euros	1 <sup>er</sup> semestre 2019	1 <sup>er</sup> semestre 2020		RISQUES
PNB	73,6	69,9	- 5 %	<ul> <li>Dégradation de la situation financière des entreprises (NPL, risque de défaut des</li> </ul>
Coût du risque	4,0	9,9	x 2,5	entreprises)  Dégradation de la situation des ménages liée à l'augmentation du chômage
Résultat	12,6	6,0	- 52 %	et de l'endettement  Risque souverain  Point d'attention sur l'immobilier résidentiel et commercial

Source: Communications financières BNPP, BPCE, CA, CM Alliance Fédérale, LBP, SG





### Quelques enjeux « post crise » (1/4) Les conditions du rebond : le triangle des réassurances

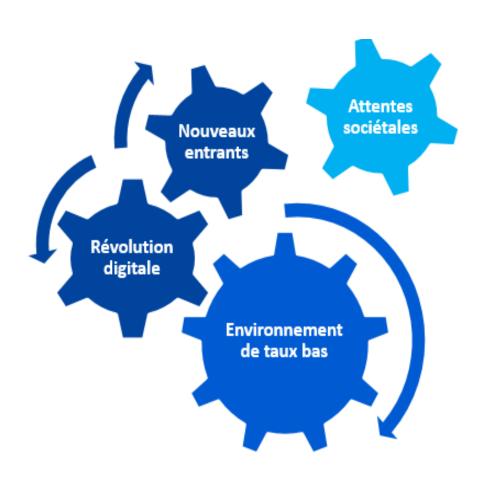


Source : Lettre du Gouverneur de la Banque de France au Président de la République : « Les économies française et européenne à l'épreuve de la Covid-19 »





## Quelques enjeux « post crise » (2/4) Les défis « pré-crise » restent présents pour les banques



#### Des enjeux pour les banques

- Quelle rentabilité ?
- Quelle organisation des réseaux bancaires ?
- Quelles perspectives de consolidation des banques en zone euro ?

## Qui s'ajoutent à ceux nés de la crise

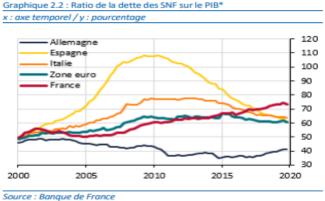
- La montée des risques (NPL)
- La montée de l'endettement des États





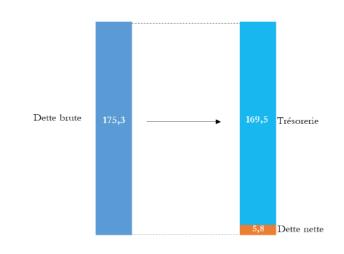
## 4 - Quelques enjeux « post-crise » (3/4) Comment gérer la hausse de l'endettement des entreprises ?

 Pour le moment : une hausse de la dette et de la trésorerie grâce aux mesures de soutien Graphique 2.2 : Ratio de la dette des SNF sur le PIB\*



 Une dégradation attendue des fonds propres des entreprises





Source : Banque de France

Bilan moyen de l'échantillon PME (>50) et ETI avant choc Covid (en M€)						
ACTIF		PASSIF				
Actif net hors Trésorerie	100.4	Fonds propres	42,8			
Trésorerie	1,2	Dette	58,8			
Total	101,6	Total	101,6			

Source : FARE 2017 (Insee), Calculs DG Tréson

après choc Covid (en M€)			
ACTIF	PASSIF		
Actif net hors Trésorerie	97,6	Fonds propres	36,6
Trésorerie	0,2	Dette initiale	58,8
		Dette Covid	2.4
		dont report	0,6
Total	97,8	∑otai	97,8

Bilan moyen de l'échantillon PME (>50) et ETI

Source : Rapport économique et financier, annexe au projet de loi de finances 2021





### Quelques enjeux « post-crise » (4/4) Un besoin de renforcer les fonds propres des entreprises

Encadré 3 : Mesures de renforcement des fonds propres des TPE/PME et ETI dans le Plan de relance

Le Plan de relance comprend deux grandes mesures pour orienter l'épargne des Français vers le financement en fonds propres et quasi-fonds propres des TPE/PME et des ETI :

- D'une part, un label « France Relance » permettra d'identifier les fonds nationaux ou régionaux dont la politique d'investissement favorise, selon une approche d'investissement durable, le renforcement des fonds propres et quasi-fonds propres des entreprises implantées en France. Les fonds labellisés pourront bénéficier d'une garantie de fonds propres de Bpifrance (à hauteur d'1 Md€ d'investissement garantis sur la période), ce qui permet de réduire le risque de perte en capital.
- D'autre part, les banques pourront octroyer aux entreprises des prêts participatifs qui sont des prêts à long terme et assimilées à des quasi-fonds propres. Ces prêts seront en partie gardés aux bilans des banques et en majorité refinancés par des investisseurs professionnels, qui pourront les proposer à leurs assurés ou leurs clients. Au total, l'objectif est d'octroyer de 10 à 20 Md€ de fonds propres et quasi fonds propres à 10 à 20 000 PME et petites ETI. Ce dispositif sera soutenu financièrement par l'État.

Les moyens de Bpifrance seront en outre renforcés pour lui permettre d'accroître son action en faveur du financement des entreprises et l'État abondera les fonds d'investissement mis en place par les Régions, qui permettront de renforcer le capital des PME dans les territoires.

Source : Rapport économique et financier, annexe au projet de loi de finances 2021

